

F. 95 — 939

[Mac — 384]

12 AVRIL 1995. — Arrêté ministériel déterminant le modèle des déclarations visées à l'article 116, § 6, du Code électoral, en tant qu'il s'applique aux élections pour le Conseil de la Région wallonne, le Conseil flamand, le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et le Conseil de la Communauté germanophone

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone, notamment l'article 7;

Vu le Code électoral, notamment l'article 116, § 6, remplacé par la loi ordinaire du 16 juillet 1993 et modifié par les lois des 19 mai 1994 et 10 avril 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, alinéa 1er, remplacé par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'aux termes de l'article 116, § 6, précité du Code électoral, en tant qu'il s'applique aux élections pour le Conseil régional wallon, le Conseil flamand, le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et le Conseil de la Communauté germanophone, le texte de la déclaration à inclure dans l'acte d'acceptation de candidatures, par laquelle les candidats aux élections ci-avant visées s'engagent à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales et à déclarer leurs dépenses électorales et l'origine des fonds destinés à couvrir ces dépenses dans les trente jours qui suivent la date des élections ainsi que le texte de la déclaration consignant lesdites dépenses et celui de la déclaration d'origine des fonds y relative, sont arrêtés par le Ministre de l'Intérieur et publiés au *Moniteur belge*.

Considérant que vu la proximité des élections pour le Conseil régional wallon, le Conseil flamand, le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et le Conseil de la Communauté germanophone, prévues pour le 21 mai 1995, il est impérieux d'arrêter sans délai le modèle de ces déclarations,

Arrête :

Article 1er. La déclaration à inclure dans l'acte d'acceptation de candidatures, par laquelle les candidats à l'élection du Conseil régional wallon, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ou du Conseil de la Communauté germanophone s'engagent à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales et à déclarer leurs dépenses électorales ainsi que l'origine des fonds destinés à couvrir ces dépenses dans les trente jours qui suivent la date des élections, est conforme au modèle figurant à l'annexe 1.

Art. 2. La déclaration consignant les dépenses électorales visées à l'article 1er est conforme au modèle figurant à l'annexe 2.

Art. 3. La déclaration d'origine des fonds destinés à couvrir les dépenses électorales visées à l'article 1er est conforme au modèle figurant à l'annexe 3.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 avril 1995.

J. VANDE LANOTTE

N. 95 — '939

[Mac — 384]

12 APRIL 1995. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het model van de verklaringen bedoeld in artikel 116, § 6, van het Kieswetboek, voor zover het van toepassing is op de verkiezingen voor de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het Kieswetboek, inzonderheid op artikel 116, § 6, vervangen door de gewone wet van 16 juli 1993 en gewijzigd bij de wetten van 19 mei 1994 en 10 april 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, eerste lid, vervangen door de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, luidens het voormelde artikel 116, § 6, van het Kieswetboek, voor zover het van toepassing is op de verkiezingen voor de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap, de tekst van de verklaring die bij de akte van bewilliging van kandidaatstellingen moet worden gevoegd, en waarin de kandidaten voor de voormelde verkiezingen zich ertoe verbinden de wettelijke bepalingen betreffende de beperking en de controle van de verkiezingen in acht te nemen en hun verkiezingsuitgaven en de herkomst van de geldmiddelen voor het decken van die uitgaven binnen dertig dagen na de verkiezingen aan te geven, en de tekst van de verklaring waarin de voormelde uitgaven worden vastgelegd en die van de desbetreffende verklaring van herkomst van de geldmiddelen, door de Minister van Binnenlandse Zaken worden vastgesteld en in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt;

Overwegende dat, gezien de nabijheid van de voor 21 mei 1995 voorziene verkiezingen voor de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap, het model van die verklaringen onverwijld moet worden vastgesteld,

Besluit :

Artikel 1. De verklaring die bij de akte van bewilliging van kandidaatstellingen moet worden gevoegd en waarin de kandidaten voor de verkiezing van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad of de Raad van de Duitstalige Gemeenschap zich ertoe verbinden de wettelijke bepalingen betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven in acht te nemen en binnen dertig dagen na de verkiezingen hun verkiezingsuitgaven alsook de herkomst van de geldmiddelen voor het decken van die uitgaven aan te geven, stemt overeen met het model in bijlage 1.

Art. 2. De verklaring waarin de in artikel 1 bedoelde verkiezingsuitgaven worden vastgelegd, stemt overeen met het model in bijlage 2.

Art. 3. De verklaring van herkomst van de geldmiddelen voor het decken van de in artikel 1 bedoelde verkiezingsuitgaven stemt overeen met het model in bijlage 3.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 12 april 1995.

J. VANDE LANOTTE

ANNEXE 1.

Modèle de la déclaration à inclure dans l'acte d'acceptation de candidatures, par laquelle les candidats aux élections pour le Conseil régional wallon, le Conseil flamand, le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ou le Conseil de la Communauté germanophone, s'engagent à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales et à déclarer leurs dépenses électorales dans les trente jours qui suivent la date des élections, ainsi que l'origine des fonds utilisés pour ces dépenses.

"Nous soussignés, candidats acceptants, déclarons par la présente nous engager à respecter les dispositions de la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne / du Conseil flamand / du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale / du Conseil de la Communauté germanophone (1), et à déclarer les dépenses et engagements financiers consentis par nous ou par des tiers pour notre propagande électorale en vue de ces élections dans les trente jours suivant la date de celles-ci, ainsi que l'origine des fonds destinés à couvrir ces dépenses, et ce, dans le respect de la confidentialité de l'identité des donateurs particuliers.

Nous n'ignorons pas :

- qu'en cas d'infraction aux interdictions prévues à l'article 5, § 1er, 1°, et en cas de dépassement du montant maximum autorisé, fixé à l'article 2, § 1er, de la loi précitée, le parti politique que nous représentons perdra, pendant la période subséquente, déterminée par la Commission de contrôle, et dont la durée ne peut être inférieure à un mois ni supérieure à quatre mois, le droit à la dotation prévue à l'article 15 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques;
- que nous sommes passibles des peines prévues à l'article 181 du Code électoral si les dépenses effectuées ou les engagements financiers pris en matière de propagande électorale en notre faveur, soit par nous-mêmes, soit par des tiers, ne sont pas déclarés au président du bureau principal concerné ou ne sont déclarés qu'après l'expiration du délai de trente jours suivant la date des élections, si ces dépenses ou engagements excèdent les montants maxima prévus à l'article 2, §§ 2 et 3, de la susdite loi du 19 mai 1994, ou si nous enfreignons les dispositions prévues à l'article 5 de cette dernière loi."

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 12 avril 1995.

Le Ministre de l'Intérieur,

J. VANDE LANOTTE

(1) Biffer la mention inutile.

ANNEXE 2. Modèle de la déclaration consignnant les dépenses électorales engagées par les candidats aux élections pour le Conseil régional wallon / le Conseil flamand / le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale / le Conseil de la Communauté germanophone (1).

1. MESSAGES SONORES ET VERBAUX

2. MESSAGES ECRITS.

- Dépenses pour publication dans la presse (annonces)
- a. d'un candidat (montant total)
- b. publications communes
- quote-part des dépenses
- Dépenses pour dépliants électoraux
- Dépenses pour dépliants électoraux communs
- quote-part des dépenses
- Dépenses pour lettres
- Dépenses pour enveloppes
- Dépenses pour autres imprimés

3. FRAIS D'ENVOI DES IMPRIMÉS ELECTORAUX.

- Tarifs postaux réduits
- a. envois adressés
- b. envois non adressés
- Frais d'envoi au tarif postal normal
- a. comme imprimé
- b. comme lettre
- Autres frais de distribution

N.B. : En cas de dépenses communes, indiquer la dépense totale et la quote-part imputable au candidat signataire de la présente.

4. MESSAGES VISUELS.

A. Dépenses pour location de panneaux ou affiches publicitaires de 4 m² ou moins

Format	Nombre
2 m ²
4 m ²

- Frais d'impression et de confection pour ensemble des affiches
- Frais pour confection de panneaux de jardin
- Autres

B. Dépenses pour panneaux ou affiches publicitaires de plus de 4 m²

- Nombre :
- Frais d'impression et de confection pour affiches
- Location de panneaux
- Dépenses pour affichage mobile

N.B. : En cas de dépenses communes, indiquer la dépense totale et la quote-part imputable au candidat signataire de la présente.

(1) Biffer la mention inutile.

5. AUTRES DEPENSES.

- Campagne sous chariteaux	.....
- Photographie, lay-out, création	.....
- Dépenses communes	.....
- Quote-part des dépenses	.....
- Divers	.....
MONTANT TOTAL	.....

(Signature et date)

Nom et prénom :

Adresse :

Liste (nom, numéro et place) :

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 12 avril 1995.

Le Ministre de l'Intérieur,

J. VANDE LANOTTE

ANNEXE 3. Modèle de déclaration d'origine des fonds relative aux dépenses électorales engagées par les candidats aux élections pour le Conseil régional wallon, le Conseil flamand, le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ou le Conseil de la Communauté germanophone.

Date des élections :

Circonscription électorale de pour le Conseil régional wallon / le Conseil flamand / le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale / le Conseil de la Communauté germanophone (1).

Sigle et numéro d'ordre de la liste au nom de laquelle le candidat se présente :

Le(la) soussigné(e), déclare par la présente que l'origine des fonds utilisés par lui-même ou par des tiers en faveur de sa propagande électorale en vue des élections mentionnées ci-avant est la suivante :

Rubrique 1.	Dons en espèces de personnes physiques (2) :
Rubrique 2.	Dons en espèces du parti politique ou de la liste au nom desquels le(la) candidat(e) se présente :
Rubrique 3.	Dons en nature de personnes physiques (3) :
Rubrique 4.	Dons en nature du parti politique ou de la liste au nom desquels le(la) candidat(e) se présente (cf. la note de bas de page n° 3, sauf que les mots « dans le respect de la confidentialité de l'identité des donateurs particuliers » doivent être omis) :
Rubrique 5.	Autres prestations de personnes physiques assimilées à des dons (3) :
Rubrique 6.	Autres prestations assimilées à des dons, du parti politique ou de la liste au nom desquels le(la) candidat(e) se présente (cf. note de bas de page n° 3, sauf que les mots « dans le respect de la confidentialité de l'identité des donateurs particuliers » doivent être omis) :
Rubrique 7.	Fonds en provenance du propre patrimoine de (de la) candidat(e) :
Montant total des rubriques 1 à 7 :	

Le(la) soussigné(e) déclare que les fonds mentionnés ci-avant constituent la totalité des fonds utilisés par moi-même ou par des tiers en faveur de ma propagande électorale en vue des élections mentionnées ci-avant.

Fait à, le 19 ...

(Signature)

Vu pour être annexe à l'arrêté ministériel du 12 avril 1995.

Le Ministre de l'Intérieur,

J. VANDE LANOTTE

- (1) Biffer la mention inutile.
 (2) Indiquer le montant des dons en espèces reçus dans le respect de la confidentialité de l'identité des donateurs particuliers.
 (3) Indiquer, dans le respect de la confidentialité de l'identité des donateurs particuliers, le montant évalué par type de don en nature ou par prestation assimilée à un don, conformément à l'article 11, alinéa 2, première phrase, de la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone.

BIJLAGE 1.

Model van de verklaring die bij de akte van bewilliging van kandidaatstellingen moet worden gevoegd en waarin de kandidaten voor de verkiezingen voor de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad of de Raad van de Duitstalige Gemeenschap zich ertoe verbinden de wettelijke bepalingen betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven in acht te nemen en binnen dertig dagen na de verkiezingen hun verkiezingsuitgaven alsook de herkomst van de geldmiddelen die voor deze uitgaven werden aangewend aan te geven.

.....

"Wij ondergetekenden, bewilligende kandidaten, verklaren hierbij dat wij ons ertoe verbinden de bepalingen van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de Vlaamse Raad / de Waalse Gewestraad / de Brusselse Hoofdstedelijke Raad / de Raad van de Duitstalige Gemeenschap (1) in acht te nemen, en de door ons of door derden voor onze verkiezingspropaganda met het oog op die verkiezingen gedane uitgaven en aangegane financiële verbintenissen alsook de herkomst van de geldmiddelen om die uitgaven te dekken, binnen dertig dagen na de datum ervan aan te geven, zulke met inachtneming van het vertrouwelijk karakter van de identiteit van de privé-schenkers.

Wij weten :

- dat in geval van overtreding van de verbodsbepalingen bedoeld in artikel 5, § 1, 1^o, en in geval van overschrijding van het maximum toegelaten bedrag, vastgesteld in artikel 2, § 1, van de voormelde wet, de politieke partij die wij vertegenwoordigen, gedurende de daaropvolgende periode die door de Controlecommissie wordt vastgesteld en die korter dan een maand en niet langer dan vier maanden mag zijn, het recht zal verliezen op de dotatie waarin is voorzien in artikel 15 van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen ;
- dat wij gestraft kunnen worden overeenkomstig artikel 161 van het Kieswetboek, indien de uitgaven of de financiële verbintenissen die inzake verkiezingspropaganda ten bate van ons zijn gedaan of aangegaan, hetzij door onszelf, hetzij door derden, niet aangegeven worden bij de voorzitter van het betrokken hoofdbureau of slechts aangegeven worden na het verstrijken van de termijn van dertig dagen na de verkiezingen, indien die uitgaven of verbintenissen de maximumbedragen overschrijden die zijn bepaald in artikel 2, §§ 2 en 3, van de voormelde wet van 19 mei 1994, of indien wij de bepalingen overtreden waarin is voorzien bij artikel 5 van deze laatste wet."

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 12 april 1995.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

J. VANDE LANOTTE

(1) ~~Schrappen wat niet past.~~

BIJLAGE 2. Model van de verklaring tot vastlegging van de verkiezingsuitgaven die de kandidaten hebben gedaan voor de verkiezingen voor de Vlaamse Raad / de Waalse Gewestraad / de Brusselse Hoofdstedelijke Raad / de Raad van de Duitstalige Gemeenschap. (1)

1.	AUDITIEVE EN MONDELINGE BOODSCHAPPEN.	
2.	GESCHREVEN BOODSCHAPPEN.	
	- Kosten voor publicatie in de pers (advertenties)	.....
	a. van één kandidaat (totaal bedrag)	.....
	b. gemeenschappelijke publicaties	
	- kostenaandeel	.....
	- Kosten voor verkiezingsfolders	.....
	- Kosten voor gemeenschappelijke verkiezingsfolders	.....
	- kostenaandeel	.....
	- Kosten voor brieven	.....
	- Kosten voor briefomslagen	.....
	- Kosten voor ander drukwerk	.....
3.	VERZENDINGSKOSTEN VERKIEZINGSDRUKWERK	
	- Verminderde posttarieven	.....
	a. geadresseerde verzendingen	.....
	b. niet-geadresseerde verzendingen	.....
	- Kosten voor verzendingen tegen normaal posttarief	.....
	a. als drukwerk	.....
	b. als brief	.....
	- Andere distributiekosten	.....
N.B. :	In geval van gemeenschappelijke uitgaven, de totale uitgave aangeven alsmede het aandeel dat kan worden aangerekend aan de kandidaat die dit model ondertekent.	
4.	VISUELE BOODSCHAPPEN	
	A. Huurkosten voor reclameborden of -affiches van 4 m ² of minder	.....
	Formaat	Aantal
	2m ²	....
	4m ²	....
	- Druk- en aanmaakkosten voor alle affiches	.....
	- Kosten voor aanmaak tuinpanelen	.....
	- Andere	.....
	B. Kosten voor reclameborden of -affiches van meer dan 4m ²	.....
	- Aantal : ....	.....
	- Druk- en aanmaakkosten voor affiches	.....
	- Huur van panelen	.....
	- Kosten voor mobiele affichage	.....

N.B. : In geval van gemeenschappelijke uitgaven, de totale uitgave aangeven alsmede het aandeel dat kan worden aangerekend aan de kandidaat die dit model ondertekent.

(1) Schrapen wat niet past.

5.	<u>ANDERE KOSTEN</u>	
	- Tentencampagne	.....
	- Fotografie, opmaak, creatie	.....
	- Gemeenschappelijke kosten	.....
	- kostenaandeel	.....
	- Varia	.....
	TOTAAL BEDRAG	.....

(Handtekening en datum)

Naam en voornaam :

Adres :

Lijst (naam, nummer en plaats) :

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 12 april 1995

De Minister van Binnenlandse Zaken,

J. VANDE LANOTTE

BIJLAGE 3. Model van aangifte betreffende de herkomst van de geldmiddelen voor de verkiezingsuitgaven die door de kandidaten werden gedaan voor de verkiezingen van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad of de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.

Datum van de verkiezingen :

Kieskring voor de Vlaamse Raad/ de Waalse Gewestraad/ de Brusselse Hoofdstedelijke Raad / de Raad van de Duitstalige Gemeenschap (1).

Letterwoord en volgnummer van de lijst waarvoor de kandidaat opkomt :

De ondergetekende verklaart hierbij dat de herkomst van de geldmiddelen die door hemzelf of door derden ten bate van zijn verkiezingspropaganda met het oog op de voormelde verkiezingen werden gebruikt, de volgende is :

Rubriek 1. Giften in contant geld van natuurlijke personen (2) :
Rubriek 2. Giften in contant geld van de politieke partij of de lijst in de naam waarvan de kandidaat (kandidate) opkomt :
Rubriek 3. Giften in natura van natuurlijke personen (3) :
Rubriek 4. Giften in natura van de politieke partij of de lijst in naam waarvan de kandidaat (kandidate) opkomt (zie voetnoot nr. 3, behalve dat de woorden "met inachtneming van het vertrouwelijk karakter van de identiteit van de privé-schenkers" moeten worden weggelaten) :
Rubriek 5. Andere, met giften gelijkgestelde prestaties van natuurlijke personen (3) :
Rubriek 6. Andere, met giften gelijkgestelde prestaties van de politieke partij of de lijst in naam waarvan de kandidaat (kandidate) opkomt (zie voetnoot nr. 3, behalve dat de woorden "met inachtneming van het vertrouwelijk karakter van de identiteit van de privé-schenkers" moeten worden weggelaten) :
Rubriek 7. Geldmiddelen afkomstig van het eigen patrimonium van de kandidaat (kandidate) :
Totaal bedrag van de rubrieken 1 tot 7 :

De ondergetekende verklaart dat de hierboven vermelde geldmiddelen het totale bedrag vormen van de geldmiddelen die door hemzelf of door derden ten bate van zijn verkiezingspropaganda werden gebruikt met het oog op de voormelde verkiezingen.

Gedaan te, op 19 ...

(Handtekening)

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 12 april 1995.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

J. VANDE LANOTTE

- (1) Schrappen wat niet past.
- (2) Het bedrag van de in contant geld gekregen giften opgeven, met inachtneming van het vertrouwelijk karakter van de identiteit van de privé-schenkers.
- (3) Met inachtneming van het vertrouwelijk karakter van de identiteit van de privé-schenkers, per soort van gift in natura of per met een gift gelijkgestelde prestatie het bedrag opgeven dat werd geraamd overeenkomstig artikel 11, tweede lid, eerste zin, van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.